

LE - 3 EN 1 -

- ÉDITO -

Nous vivons un temps extra-ordinaire et l'école doit sortir renforcée de cette crise.

Porté par la devise de l'AFAE, « *l'avenir de l'école est l'affaire de tous, partageons nos savoirs et améliorons nos pratiques* » nous avons souhaité contribuer modestement à cet indispensable apprentissage collectif.

Dans un premier temps avec [un article de B. PARENT](#) qui doit être lu comme une méthode de travail exigeante pour construire collectivement le sens en situation d'incertitude.

Puis, avec l'aide d'un praticien chercheur reconnu, [F. MULLER](#), nous avons posé des éléments de réflexion pour nous amener à favoriser les retours d'expérience dans nos structures.

Avec ce numéro du « 3 en 1 », nous souhaitons poursuivre dans cette voie avec l'idée que le rythme de la rentrée ne sera pas propice à partager en équipe (et avec les parties prenantes) ce que nous avons fait et construit depuis le mois de mars.

Aussi, nous avons demandé à [AZIZ JELLAB](#) de nous proposer ses premières réflexions sur la période « covid ». Il met également en avant quelques pistes pratiques qui pourront alimenter nos conseils pédagogiques.

Pour l'AFAE Normandie, Alexandre Bérenger – Matthieu Coste-De-Bagneaux – Dominique Procureur – Jacques Sesboué



L'expérience du confinement-déconfinement, un analyseur de la relation entre enseignement et apprentissage : que faire d'une école dans et hors les murs ?

Alors que la vie scolaire suivait son cours, avec son lot ordinaire de préoccupations liées notamment à la mise en place des réformes, aux évaluations préparant les élèves aux échéances d'examen, l'épreuve du COVID-19 a tout-à-coup déstabilisé l'institution scolaire et ses acteurs, une déstabilisation renforcée par la rupture spatio-temporelle affectant la société toute entière.

Des inquiétudes et des issues

Les inquiétudes et craintes engendrées par cette expérience, dès l'annonce du confinement et de la fermeture des établissements scolaires, se sont renforcées de la méconnaissance du virus et de son rythme de propagation mais aussi de la peur de ses conséquences dévastatrices qui annonçaient un avenir bien sombre, au rythme des décès comptabilisés et de l'accroissement de la courbe des personnes hospitalisées. Ainsi, la santé et l'éducation ressortent « grandies » de

AZIZ JELLAB

IGESR, Professeur des universités associé à l'INSHEA

Habilité à diriger des recherches, docteur en sociologie et en sciences de l'éducation. Auteur d'une quinzaine d'ouvrages, parmi lesquels *Société française et passions scolaires. L'égalité des chances en question* (Presses universitaires du Midi, 2016) et *Une fraternité à construire. Essai sur le vivre-ensemble dans la société française contemporaine* (Berger-Levrault, 2019).

cette épreuve du Covid-19, non comme réalités triomphantes, mais comme dimensions devant désormais occuper le premier plan de toutes les priorités. Par l'effet conjugué d'une introspection généralisée, le confinement a généré un retour sur soi, ainsi qu'un réalisme relativement partagé autour de la nécessité du développement durable et de l'urgence de repenser les modes de vie productivistes et mondialisés. Dans ce contexte, quoi de plus approprié pour tracer une feuille de route que l'éducation et la transmission des savoirs ? De même, le sort des personnes vulnérables et parmi lesquelles on compte les personnes âgées, a su engendrer de réels questionnements anthropologiques qui invitent à reconsidérer les liens intergénérationnels et la dette des nouvelles générations envers les anciennes. De fait, on ne saurait trop souligner que le virus a eu pour mérite de créer une parenthèse propice à repenser nos cadres de vie, la manière de « faire société » et le fonctionnement des institutions au premier rang desquelles il y a l'école.

Le devoir de solidarité

On a ainsi vu surgir durant cette crise de réels soutiens apportés par la population aux personnels soignants ; on a également relevé que contrairement à une idée reçue, il existe encore en France des comportements solidaires qui se sont manifestés à l'égard des plus démunis, des personnes fragiles et vulnérables. Cette solidarité a pris différentes formes (fabrication artisanale de masques destinés aux personnes les plus exposées au virus, aide alimentaire aux plus démunis, prise de nouvelles des personnes vivant seules...). Elle a suscité des élans de sympathie et de soutien aux personnels soignants, aux employés de la grande distribution, aux employés des postes ou encore à ceux qui ont poursuivi leur activité de manière à ce qu'un minimum de vie économique puisse être maintenu (personnels des transports notamment). Mais il faut aussi, et pour ce qui nous importe dans le propos de cet article, souligner et saluer les efforts bien réels et inédits – du fait même du caractère inédit du virus et de ses conséquences – dont ont fait preuve les enseignants et les personnels d'éducation en général. C'est dire que l'épreuve du confinement et du déconfinement qui s'en est suivi a également eu des effets positifs qui augurent d'une évolution non seulement des missions du système scolaire mais aussi des modalités mêmes dont s'organiseront les enseignements, l'évaluation et l'attention portée aux publics notamment les plus fragiles d'entre eux.

Interrogations

Quels enseignements peut-on dégager de cette épreuve du confinement au plan des missions de l'école, et plus spécifiquement sur les apprentissages scolaires ? Quelles conséquences pédagogiques peut-on circonscrire pour réussir le déconfinement et permettre à la communauté éducative comme aux élèves et à leurs parents de construire un rapport confiant tant dans les savoirs que dans un avenir dont les incertitudes obligent à doter chacun des ressources en vue d'y faire face ?

Après avoir dégagé quelques constats généraux autour de l'épreuve du confinement liée au Covid-19, je proposerai des réponses à ces questions en prenant comme fil conducteur la question du temps de vie de l'élève dans et en dehors de la classe, inscrit dans un collectif-classe, lui-même amené à connaître des évolutions. Ce faisant, j'identifierai un problème complémentaire à savoir celui du collectif enseignant et par extension celui de la communauté éducative. Enfin, et en partant de l'expérience des élèves et plus spécifiquement de leur travail personnel, c'est bien la place des parents dont l'institution rappelle avec récurrence leur place dans une démarche de co-éducation, qu'il s'agit de repenser. Devenus, par l'effet du confinement, des « spécialistes par obligation »¹ de la pédagogie, leur mobilisation ne lève pas les ambiguïtés ni les malentendus avec les acteurs de l'institution scolaire. Ces malentendus portent l'empreinte de leur position sociale et invitent, parce que les circonstances de la reprise y sont plus favorables, à créer les conditions d'un dialogue plus serein et régulier. L'épreuve du COVID-19 a mis au jour de fortes inégalités – matérielles et culturelles – entre les familles. Elle a

¹ J'emprunte ici l'expression en l'adaptant à Jean-Sebastien Eideliman à propos des parents d'enfant en situation de handicap, qui doivent développer des stratégies pratiques pour l'accompagner. Cf. *“Spécialistes par obligation” Des parents face au handicap mental : théories diagnostiques et arrangements pratiques*, Thèse de doctorat de sociologie, Paris, EHESS, 2008.

également mis en exergue la fragilité des adultes devant le risque de pandémie, soit une réalité qui invite à en faire un atout pour sensibiliser davantage les jeunes générations au souci d'autrui

Des épreuves devant l'épreuve : la nécessité de l'institution et de la solidarité

Il est bien connu que le système scolaire français reste très inégalitaire, et l'on n'aurait aucune difficulté à démontrer que le confinement a pu renforcer les inégalités sociales d'apprentissage puisque tous les élèves ne disposent pas des mêmes ressources culturelles ni des mêmes appuis familiaux pour s'approprier des savoirs eux-mêmes sous-tendus par des implicites en termes d'attendus. Mais l'épreuve du virus a cristallisé ces inégalités quand il s'est agi de maintenir une continuité pédagogique pour les élèves ne disposant pas de conditions matérielles et environnementales favorables aux apprentissages. Ces inégalités ont pu aussi devenir plus visibles lorsque les chefs d'établissements et directeurs d'écoles mais également des enseignants ont pris contact avec les familles et les élèves, observant au passage qu'il y a souvent loin entre les apparences et la réalité². Il est d'ailleurs fort probable que cette découverte du monde social des élèves modifie le regard que les acteurs de l'institution scolaire portent sur leurs publics. Mais ce qu'il faut également souligner, c'est que les épreuves vécues durant le confinement ont fonctionné parfois « en miroir » dans la mesure où quand les élèves ont dû s'adapter à de nouvelles modalités d'enseignement et d'évaluation, il en était de même pour les enseignants qui ont dû, et dans l'urgence, réinventer leur métier tout en s'interrogeant de manière récurrente sur la pertinence de leurs choix pédagogiques et didactiques. Ainsi, ce sont des épreuves dans l'épreuve qu'il conviendra, le moment venu, de mettre au jour et d'apprécier au plan de leurs effets sur une école qui, de fait, sera à repenser même si l'on a pu se rendre compte de son caractère d'institution instituante en période de crise.

L'institution instituante

Si l'on ne peut raisonnablement établir aujourd'hui un bilan de toutes les conséquences sociales, économiques et psychologiques d'une telle épreuve, on peut souligner qu'elle a légitimement mis au-devant de la scène la question sanitaire, ce qui au passage, aura des conséquences sur la place de l'éducation à la santé au sein des établissements scolaires, et rappelé l'importance de « l'institution » dans la vie quotidienne des individus.

Elle a montré combien l'institution scolaire occupait une place bien plus grande que ce que l'on en dit habituellement puisqu'elle ne prépare pas seulement à la vie sociale et professionnelle. Elle est constitutive de la vie quotidienne, du rapport à l'espace, au temps et aux normes. Comme l'observe François Dubet, « Toute la vie familiale est réglée par l'école dans une société où les deux parents travaillent. Toute la vie économique l'est aussi : plus d'école, plus de centres de loisirs, plus de crèches, plus de clubs sportifs... et toute la vie de travail est désorganisée. Les économistes pourraient sans doute calculer l'effet de la fermeture des écoles sur le PIB »³. L'institution peut être entendue dans un sens plus large à savoir un ensemble de structures organisant les rapports sociaux et participant de leur renouvellement et de leur survie. C'est le cas des institutions économiques qui assurent l'existence d'un marché au premier rang duquel on trouve la production et le commerce des produits de première nécessité. Mais l'institution peut aussi être entendue dans un sens plus restrictif à savoir un ensemble d'administrations et d'acteurs apportant un service à la collectivité, qui n'a pas une vocation marchande mais relève d'abord du service public. L'institution admet un caractère instituant car ses acteurs sont censés agir au nom de l'intérêt général. Leur activité relève des métiers relationnels du travail avec et sur autrui. Le travail social, l'enseignement et les établissements du soin y occupent une place majeure.

² Une inspectrice de l'académie de Normandie a porté à ma connaissance le fait que certains élèves supposés disposer d'un téléphone portable étaient injoignables parce qu'ils n'avaient pas, en réalité, d'abonnement ou de « forfait ». Montrer aux camarades que l'on a également un téléphone portable est une manière de ne pas se sentir marginalisé dans un monde faisant la part belle à la consommation, et avec des pairs pour lesquels les apparences sont un marqueur identitaire.

³ « A l'école : que faire après le virus ? », *Esprit*, mai 2020/5, p. 110.

De fortes initiatives manifestant l'engagement et la solidarité

Des initiatives très fortes ont été relevées : des chefs d'établissement ont mis à disposition des élèves des tablettes, des ordinateurs ou encore, des clés d'accès à internet en vue d'assurer et de maintenir la continuité pédagogique. Les enseignants ont très rapidement réagi en faisant preuve d'une réelle invention pédagogique, afin de créer des interactions suffisamment pertinentes pour capter l'attention des élèves devenus à la fois distants et proches. Ils ont été aidés par des corps d'inspection qui ont également réinventé la manière d'assurer un suivi de l'enseignement de leur discipline ou de leur champ de compétence. Les enseignants ont aussi pu prendre connaissance, lorsqu'ils sont parents, de la charge de travail demandée à leurs enfants et dû aménager, parfois dans des conditions difficiles, leur emploi du temps, jonglant entre « leurs » classes et l'activité domestique et pédagogique. On a pu aussi à cette occasion remarquer jusqu'à quel point, la thématique de l'évaluation, objet réellement passionnel car souvent identifié à du contrôle et associé à la réussite qui conditionne le passage d'une classe à l'autre ou l'obtention d'un diplôme, a dessiné aussi un changement de paradigme : l'idée d'une évaluation formative qui se soucie davantage de l'appropriation des savoirs, de la progression de chacun, a pris la place d'une évaluation sommative et classante. Les enseignants ont adhéré à ce changement, sans doute parce que les conditions de confinement appelaient à une certaine indulgence mais aussi parce que la nature même de la relation aux élèves a changé : nombreux sont les témoignages à faire état d'une amélioration de cette relation, devenue plus individuelle ou « personnalisée » et augmentant *de facto* la charge de travail des enseignants. Par extension, d'autres catégories de personnels ont aussi vu se renforcer la qualité de la relation aux élèves mais aussi aux parents. C'est le cas des CPE et des psy-en – ceux-ci étant sollicités pour apporter un conseil en orientation à un moment où se tiennent les conseils de classes et les procédures liées à l'affectation (Affelnet, Parcoursup...).

Quels enseignements dégager de l'épreuve du confinement ? Une école dans et hors-les-murs à repenser

La « forme scolaire » réinterrogée par le numérique

Nous savons que l'école comme institution s'est imposée et a conduit à la généralisation de la « forme scolaire » définie comme un espace-temps régulé, organisé au rythme des enseignements et des exercices comme des temps d'études, consacrant des savoirs valant en eux-mêmes, par opposition aux savoirs pratiques, utiles et familiers. Ainsi, la sanctuarisation de l'espace-temps scolaire a conduit, pour reprendre l'expression d'Hannah Arendt, à faire en sorte que l'école ne saurait être le monde. Mais cette vision qui reste assez idéalisée – peut-on raisonnablement soutenir que lorsqu'on enseigne à des élèves, on ne s'adresse qu'à leur être rationnel exerçant la Raison ? – n'est plus opérationnelle aujourd'hui : elle a été rapidement affaiblie par les différentes massifications et, avec l'emprise du numérique, la distinction entre l'école et le monde extérieur ne peut être fondée que sur des enjeux cognitifs et un projet d'émancipation intellectuelle (par exemple quand il s'agit de distinguer les savoirs des croyances ou des opinions ou lorsqu'il est question de lutter contre des préjugés, la désinformation...). Il faut alors, comme l'expérience du confinement a pu en amplifier la visibilité, prendre acte du fait que le numérique et ses usages font partie des pratiques sociales de référence des jeunes générations. La question est alors de savoir comment créer les conditions d'une continuité entre l'enseignement ordinaire en classe et d'autres modalités d'enseignement à distance qui conjuguent continuité et discontinuité, interactions « en direct » avec une classe ordinaire et une classe virtuelle, avec ses spécificités – on a bien vu toute l'importance qu'il y a à réguler les interactions individuelles avec chaque élève et les interactions collectives avec le groupe-classe – et interactions différées. C'est là une occasion de se pencher sur l'efficacité pédagogique du numérique, de voir comment les élèves peuvent aussi travailler collectivement en classe et en dehors de la classe autour de projets dont les effets sur les acquisitions scolaires devront être appréciés et évalués. Mais cette continuité entre l'ordinaire de la classe, des écoles et des EPLE et la vie extra-scolaire ne peut s'opérer sans penser en même temps une redéfinition des temporalités sociales et scolaires des enseignants et des élèves.

Repenser les temporalités sociales et scolaires

Autant le dire d'emblée : l'école virtuelle ne saurait remplacer l'école en présentiel. Elle ne peut constituer qu'un appui pour repenser le travail personnel de l'élève, les apprentissages et les modalités d'accompagnement. Les élèves, les enseignants comme les autres professionnels de l'éducation ont besoin de préserver un temps à soi et c'est à ce titre qu'il convient d'éviter que le recours au numérique ait des effets néfastes, apparaissant comme un envahissement de la vie privée, rompant du même coup la ligne de démarcation d'avec la vie professionnelle. Au contraire, et c'est en ce sens qu'il me semble utile de repenser des modalités plus pertinentes permettant aux élèves de dégager du temps, parce qu'articulant de manière judicieuse et à des moments déterminés travail scolaire en classe et en dehors de la classe. Par la même occasion, on rendra plus efficaces les devoirs scolaires et les apprentissages où chaque élève progressera à son rythme, construira une autonomie, aidé ponctuellement par des enseignants, et par d'autres professionnels si nécessaire.

Des collectifs dans et en dehors de l'école

Mais pour œuvrer à une école plus en phase avec le monde qui se dessine, il faut repenser les collectifs professionnels. On a ainsi observé un réel élan de solidarité entre des équipes enseignantes, amenant chacun à sortir de sa classe pour partager des expériences, échanger sur des choix pédagogiques, réfléchir à une répartition des enseignements et des activités qui soit la plus optimale. On pourrait d'ailleurs postuler que cette expérience du confinement aura permis à nombre de professeurs d'échanger davantage avec leurs collègues, les chefs d'établissement et directeurs d'école, où paradoxalement, la distance créée par la fermeture des établissements a engendré une proximité du fait du besoin d'échanger et d'éviter l'isolement. Ce faisant, et c'est aussi l'un des enseignements de cette épreuve du confinement, ce sont bien d'autres collectifs qui ont vu le jour : de manière nécessaire et afin de faire face à cet imprévu, le travail collectif s'est organisé et institué bien plus fortement que ne peuvent le susciter les circulaires appelant à la coopération et à la concertation entre enseignants et membres des équipes éducatives. Pour autant, et c'est aussi une belle occasion dont il conviendra de se saisir, on doit pouvoir s'interroger sur l'organisation des collectifs dans et en dehors de la classe, de l'établissement, des écoles car la relation professeur/classe ne saurait se réduire à des interactions entre l'enseignant et des élèves considérés dans leur singularité. Il est donc nécessaire de repenser les liens entre enseignants au sein des établissements scolaires – par exemple en identifiant la charge du travail demandé aux élèves, les expertises permettant de les accompagner, les modes d'évaluation des apprentissages – et en dehors d'eux. A titre d'exemple, beaucoup d'élèves se sont plaints de la surcharge de travail demandé quand d'autres – moins nombreux, sans compter ceux qui ont « décroché – pointaient leur faible sollicitation par les enseignants. D'autres pistes d'action sont à envisager (j'y reviendrai plus loin).

Ces observations et interrogations sont d'autant plus cruciales qu'elles détermineront en partie la qualité de la reprise et de la rentrée scolaire. A cet égard, jamais la défense d'une école à la fois bienveillante et exigeante n'a été aussi appropriée que dans ce contexte qui a engendré de fortes appréhensions, les peurs sanitaires venant en quelque sorte amplifier les inquiétudes autour de l'école et de la réussite. Ces craintes sont aussi très répandues chez les parents, dont le rôle durant le confinement est devenu davantage pédagogique. Ils ont souvent exprimé le besoin d'être accompagnés et confortés dans leur légitimité.

Des parents devenus « spécialistes par obligation » de la pédagogie : le travail personnel de l'élève au cœur de la co-éducation

Comme je l'ai mentionné plus haut, l'entrée la plus pertinente pour appréhender les mutations de l'école dans et hors ses murs réfère au travail personnel de l'élève. Le travail personnel de l'élève ne se conçoit pas indépendamment des interactions avec autrui, qu'il s'agisse des enseignants, des camarades de la classe, de la fratrie ou des parents. Et toutes les recherches dont on dispose y compris celles que j'ai menées auprès de différents publics – élèves de lycée

professionnel, étudiants à l'université, professeurs stagiaires du second degré⁴ – mettent en évidence que le rapport aux savoirs est toujours un rapport au monde, aux autres et à soi-même. Autrement dit, un élève apprend toujours pour quelqu'un et c'est aussi une manière de devenir quelqu'un. C'est dire que toute action pédagogique visant à favoriser l'accès à l'autonomie doit se soucier de ménager des appuis constitutifs du sens que l'élève confère au fait d'apprendre mais aussi de son engagement dans les apprentissages. L'expérience du confinement a amené les parents à endosser un rôle inhabituel du fait de la structuration d'un nouvel emploi du temps. Ils ont dû inventer de nouvelles temporalités pour que leurs enfants puissent s'organiser, suivre en partie des enseignements à distance, réaliser des travaux en ligne, en direct ou en différé... Les parents les plus familiarisés avec la culture scolaire, avec les exigences disciplinaires, leurs implicites, ont su créer des situations quasi-proches de celles qui ont cours au sein des écoles et des établissements scolaires, à cette exception près qu'il y manquait l'interaction en présentiel avec les professeurs et surtout avec les camarades. Mais les parents les moins familiarisés ont dû s'en remettre à l'accompagnement opéré par les enseignants et parfois les personnels d'éducation. Les inquiétudes parentales se sont rapidement exprimées autour de la pertinence du travail scolaire, des devoirs et de l'évaluation et certaines familles ont pu faire état de leur crainte d'une « baisse de niveau » de leur enfant, autorisant l'exploration éventuelle de la piste du redoublement notamment en classe de 3^{ème} ou de seconde générale et technologique pour « consolider » les acquis augurant d'une « meilleure » orientation. Les craintes des parents mettent aussi en exergue des inégalités devant le système scolaire et ses exigences, traduisent l'inégale disposition permettant de faire face aux incertitudes. Nombreux sont les parents à estimer ne pas disposer de compétences pédagogiques, voire disciplinaires pour accompagner leur enfant, et le confinement a révélé leurs inquiétudes qui n'ont pas été totalement levées par la continuité pédagogique assurée par les écoles et les EPLE. Il est alors nécessaire, au-delà de l'identification des malentendus que recouvrent souvent l'expression « accompagner son enfant à faire ses devoirs », d'interroger cet implicite institutionnel qui a, sous l'effet d'une crise inattendue, conféré aux parents le rôle de « spécialistes par obligation » de la pédagogie. Comme souligné plus haut, une des entrées les plus pertinentes permettant de penser la continuité pédagogique est celle qui réfère au « travail personnel de l'élève ». Cette entrée a pour avantage de mettre d'emblée en tension la distinction arbitraire entre le travail scolaire dans la classe et travail scolaire en dehors de la classe ; elle a également pour mérite d'interroger les collectifs professionnels organisés à l'échelle des établissements (comment l'élève est-il mis en activité ? quels sont les moments où cette activité met en relation directe l'enseignant et l'élève, met à distance cette relation quand il doit effectuer un travail personnel ? A quelles occasions le travail personnel de l'élève fait-il l'objet d'une réflexion collective associant les enseignants, mais aussi parfois d'autres acteurs tels que les CPE, les AED, par exemple s'agissant de la mesure « devoirs-faits »...) mais aussi en dehors d'eux (quelle est la nature des travaux demandés aux élèves ? existe-t-il une régulation entre enseignants de ces travaux demandés ? quelles sont les modalités de retour et d'évaluation du travail effectué ? quelle articulation avec les enseignements ordinaires ?...). Ainsi, il nous apparaît clairement que le travail personnel de l'élève met en jeu tout autant les apprentissages dans et en dehors de l'école et des établissements scolaires du second degré. Il se situe à l'interface entre les acteurs de l'école et les parents car faut-il le rappeler, les conditions d'apprentissage au sein des familles sont inégalement favorables. Par ailleurs, on a pu aussi durant le confinement relever que de nombreux élèves peu habitués à effectuer un travail personnel à leur domicile ont été bien demandeurs de devoirs et d'exercices. Ce fut le cas de quelques élèves scolarisés dans les lycées professionnels, public souvent défavorisé socialement et culturellement, montrant ainsi l'importance qu'il y aurait à prolonger l'école hors de l'école pour des publics que les PLP considèrent souvent comme étant « fâchés » avec l'école.

⁴ Cf. *Débuter dans l'enseignement secondaire*, l'Harmattan, 2006 ; *Les étudiants en quête d'université*, l'Harmattan, 2011 ; *L'émancipation scolaire : pour un lycée professionnel de la réussite*, Presses Universitaires du Mirail, 2014.

Et si le confinement-déconfinement amenait à rendre plus efficaces certaines mesures ? L'exemple de la mesure « devoirs faits »

Ce confinement dessine aussi des perspectives comme par exemple la possibilité d'imaginer d'autres modalités de mise en œuvre du dispositif « devoirs faits ». Ainsi, nombreux sont les élèves à ne pas pouvoir bénéficier de cette mesure parce qu'ils doivent prendre des transports scolaires à l'horaire lors duquel a lieu « devoirs faits ». Cette possibilité offerte par le numérique en distanciel pourrait renforcer l'accompagnement par des enseignants en dehors de l'établissement. Il ne s'agit pas d'alourdir le temps hors de l'école mais de créer, à travers cette continuité, les conditions d'un développement de l'autonomie de l'élève dans son cheminement scolaire. Cela permet aussi de lutter contre les inégalités sociales d'apprentissage. Cependant élèves, parents et enseignants doivent conserver leur espace de liberté et se déprendre d'une emprise de l'école qui peut devenir envahissante et contre-productive.

Au terme d'un premier bilan, quelles perspectives ?

A l'heure du déconfinement, la première des priorités, et cela est bien légitime, concerne le respect des conditions sanitaires et l'assurance apportée aux équipes éducatives, aux parents et aux élèves d'une reprise dans les meilleures conditions de protection d'un risque de contamination. Mais le déconfinement sera aussi l'occasion de faire un retour sur l'expérience vécue, de voir comment les membres de la communauté éducative et les élèves ont fait face à cet enfermement qui les a obligés à redéfinir les repères habituels, engendré des craintes quant à leurs compétences et montré la fragilité d'une société dans laquelle l'emprise de l'idée de progrès entre en tension avec les incertitudes liées à un virus inconnu jusque-là. La reprise de l'école avant la période des vacances est une nécessité car elle réinstalle des repères spatio-temporels et évite le risque de rupture avec les rythmes scolaires d'apprentissage. La crise que l'on vient de vivre permettra aussi de repenser la solidarité car on a pu se rendre compte qu'elle est au fondement des rapports sociaux, de la survie des plus fragiles et de la reconnaissance de ce que les nouvelles générations doivent aux plus anciennes. L'école doit plus que jamais continuer à permettre aux élèves l'acquisition de savoirs constitués et éclairés, mais elle a également le devoir de les doter de ressources aidant à la compréhension du monde contemporain et d'y faire face. A cet effet et sans être exhaustif, ni revenir sur l'importance de la mise en œuvre des réformes, quelques pistes d'action se dessinent :

- *Soutenir les équipes enseignantes et éducatives*

L'épreuve du confinement a conduit les enseignants, aidés par les chefs d'établissement et les corps d'inspection, à réinventer leur métier, à assurer un enseignement à distance, à réorganiser des emplois du temps de manière à tenir compte des disponibilités des élèves et des moyens matériels dont ils disposent. Cette épreuve a été source d'inquiétudes, d'anxiété mais aussi d'interrogations sur la pertinence des choix, le suivi d'élèves ayant « décroché », le risque d'affaiblissement ou de baisse du niveau, etc. Il faut rendre hommage à cet engagement qui tranche avec les critiques récurrentes dénonçant le « corporatisme » et « l'égoïsme » des enseignants. C'est aussi l'occasion de réhabiliter en les renforçant les collectifs professionnels que d'œuvrer à ce que les enseignants échangent sur cette expérience, définissent des lignes d'action en vue d'accueillir les élèves, d'installer un cadre bienveillant et exigeant afin d'amener ces derniers à s'engager sereinement dans les apprentissages. Le soutien est à apporter par les chefs d'établissement qui ont su durant cette parenthèse inédite prendre différentes mesures pour accompagner doublement les équipes éducatives et les parents. Ce soutien est aussi à apporter par les corps d'inspection, en pensant doublement les spécificités de chaque discipline et la nécessaire éducation aux valeurs. Le soutien aux équipes éducatives concerne également les personnels de la vie scolaire, personnels de santé et les psy-en : avec la crise du COVID-19, ce qui pouvait sembler périphérique – comme l'éducation à la santé, au développement durable, à la citoyenneté – doit occuper désormais une place de choix dans tout projet éducatif.

- **Repenser l'accompagnement des élèves en instaurant un tutorat :**

Lors du confinement, les élèves ont apprécié d'être accompagnés par les enseignants et nombre d'entre eux, assez effacés en classe, ont trouvé *via* les interactions à distance l'occasion de s'investir dans une relation plus duale. On a également relevé que des élèves peu appelés habituellement à effectuer des devoirs à la maison – c'est le cas des élèves de lycée professionnel – en réclamaient. Les enseignants ont répondu à ces sollicitations, avec parfois un alourdissement de leur travail. Il est possible alors d'envisager lors de la reprise la mise en place d'un tutorat effectif et durable. Celui-ci pourrait par exemple cibler les élèves moyens ou en difficulté, mobiliser des enseignants volontaires mais aussi des élèves en réussite. La mobilisation des enseignants pourrait, par la même occasion, amener à repenser la fonction de professeur-principal (PP). Celle-ci a connu des évolutions et à l'heure où l'orientation des élèves repose davantage sur l'implication du PP, on pourrait imaginer que le suivi des élèves s'opère à deux niveaux : celui de la classe, qu'assure le PP en concertation avec les autres enseignants ; celui des élèves, assuré par l'un de leurs enseignants – PP ou non – à raison par exemple d'un professeur pour une dizaine d'élèves. L'enjeu est à la fois pédagogique et démocratique.

- **Repenser l'évaluation :**

L'évaluation, question très sensible tout en occupant une place de choix dans notre système éducatif, a agi à l'arrière-plan du confinement : hormis les questions relatives à la validation de l'année ou des diplômes, l'évaluation a plutôt été pensée en terme de formation, de consolidation et d'approfondissement. Certains élèves, assurés d'avoir validé leur année, ne se sont pas investis au-delà des attendus, preuve qu'en France, l'évaluation reste pensée en termes d'utilité, d'étalon permettant de mesurer l'aptitude de passer d'une classe à l'autre. L'évaluation assimilée seulement à la notation rate souvent sa cible qui devrait être l'appropriation progressive des savoirs et des compétences, celles-ci référant à des habiletés intellectuelles. Les enseignants aussi gagneraient à faire en sorte que l'évaluation soit au service des apprentissages et de l'intérêt porté aux contenus disciplinaires. De ce fait, une évaluation formative va de pair avec une auto-évaluation qui permettrait à l'élève de progresser en toute confiance, la crainte de faire des erreurs étant levée.

- **Travailler à renforcer le dialogue avec les familles :**

Les parents, on l'a vu, ont été mis à contribution durant le confinement. Ils ont, à cette occasion, réalisé toute la complexité qui existe entre leurs projets éducatifs et les exigences scolaires, avec leurs rythmes et leurs difficultés. Et leurs témoignages sous forme d'hommage aux enseignants sont nombreux, car ils ont également noté, à cette occasion, combien le fait d'expliquer ou même de créer les dispositions favorables aux apprentissages exige des savoir-faire, de la patience et de l'empathie. De leur côté, les enseignants ont pu découvrir de manière plus effective les conditions de vie des élèves. C'est là un pas en avant qui autorise d'autres modalités de dialogue, affaiblit les préjugés réciproques et offre la possibilité d'une réelle co-éducation – ou projet éducatif partagé – en identifiant des leviers comme par exemple l'échange sur les pratiques pédagogiques, sur la méthodologie du travail scolaire, la mesure « devoirs-faits », les stratégies inclusives, etc. On pourrait d'ailleurs parfaitement accueillir des parents durant un enseignement ou des heures dédiées à des travaux sur des projets. L'idée est bien de favoriser une continuité pédagogique en toute circonstance et dont les effets bénéfiques seront d'autant plus effectifs qu'ils associeront les familles les moins favorisées socialement et culturellement.

- **Renforcer l'éducation à la santé et à l'esprit critique :**

La crise sanitaire fut aussi une crise de l'information : la sursaturation des médias annonçant tout et son contraire, appelant en renfort des médecins-experts dont les désaccords autour du virus et son traitement ont pris l'allure de querelles idéologiques, a ajouté de la confusion et de l'incompréhension aux inquiétudes. Elle a surtout mis en évidence la nécessité de faire de

l'éducation à la santé une thématique centrale, en ne la séparant pas du projet d'émancipation sociale que l'école doit assumer. En effet, l'éducation à la santé ne doit pas viser seulement l'apprentissage des « gestes-barrière » et des modes de vie assurant un bien-être personnel. L'éducation à la santé doit également être pensée en termes d'éducation à l'esprit critique, à la culture scientifique, à la réflexion sur la solidarité et au partage avec autrui.

* *
*

Ces pistes constituent autant d'axes de travail qui autorisent à considérer que le développement professionnel des acteurs de l'éducation va de pair avec les nouveaux défis que le système éducatif doit relever. En reformulant en de nouveaux termes la question de la scolarisation dans et en dehors des murs de l'école, je pointe un défi qui dépasse largement la thématique de la place du numérique en éducation. C'est bien le projet d'une société plus juste contribuant à humaniser les individus et à la rendre solidaires par l'intermédiaire de ses institutions, l'école en l'occurrence, qui doit constituer l'horizon de toute initiative.
